

BLA!

BLA!

BLA!

BLA!

BLA!

Pour
une
éco-conception
de la
médiation

BLA!

Pour
une
éco
conception
de
la
médiation

Actions
et
engagements

BONNES PRATIQUES À L'USAGE DES ACTEUR·RICES DE L'ART CONTEMPORAIN ? UN ENGAGEMENT COMMUN

Face à l'urgence sociale et climatique et à la nécessité de repenser nos pratiques et nos modèles culturels, la médiation en art contemporain se tient à la croisée des chemins. En lien direct avec les artistes, les œuvres et les publics, elle est un terrain fertile pour sensibiliser les consciences, tisser des récits nouveaux et accompagner les transformations profondes du monde de l'art contemporain – et au-delà.

Nous, professionnelles de la médiation en art contemporain, portons une responsabilité collective partagée avec l'ensemble des acteur·ices du secteur culturel et avec les publics. Cette adaptation ne se limite pas à des gestes individuels, à l'analyse des déplacements des publics ou encore à des ajustements techniques. Elle appelle une réflexion de fond sur notre statut, nos pratiques, nos valeurs et les cadres institutionnels dans lesquels nous évoluons.

Cette brochure est le fruit d'un travail commun, d'échanges nourris et de convictions partagées. Elle prend pour point de départ les réflexions menées lors de la SummerSchool de BLA! intitulée «Vers l'éco-conception des projets de la médiation», qui a eu lieu en juillet 2024 à Mulhouse et Altkirch en partenariat avec la Kunsthalle, le CRAC Alsace et le réseau Plan d'Est. L'association The Shifters est intervenue sur le thème «Décarbonons la Culture» et un premier atelier d'écriture collectif s'est déroulé pour définir les objectifs d'une «charte verte».

Jusqu'en novembre 2025, nous avons ainsi régulièrement partagé, débattu, analysé nos méthodologies de travail tournées vers la redirection écologique¹ de nos métiers. Certaines d'entre nous ont également reçu des formations et ont assisté à ou encore mené plusieurs conférences sur la question. Notre engagement fut total. Elle pose ainsi les fondements éthiques et professionnels d'une médiation consciente de son rôle dans l'adaptation du secteur culturel. Elle affirme une volonté: celle d'agir ensemble, de manière consciente et exigeante, pour construire des relations plus justes entre les humains, les œuvres et les réalités territoriales dans lesquelles nous vivons et intervenons.



Soutenir des cultures contemporaines en transition, c'est aussi reconnaître la puissance des récits artistiques, la capacité des publics à penser l'avenir, et la place essentielle des médiateurices dans ces processus. Ce document est une première base, pensé comme une invitation à continuer de nous réunir et échanger sur les pratiques que nous mettons déjà en action, à être force de proposition et de sensibilisation pour notre secteur.

Nous avons ici rassemblé nos voix et nos actions qui doivent être entendues afin de tracer une voie commune, ce qui est déjà au cœur de nos missions de médiation. Les arts et cultures étant des lieux de consciences et d'échanges fédérateurs sur nos sociétés, les sujets liés à l'écologie ont toute leur place dans nos échanges.

1. Nous avons décidé d'employer systématiquement le terme de «redirection écologique», co-initié par le philosophe Alexandre Monnin, plutôt que celui de «transition écologique». «L'idée centrale de la redirection écologique est de dresser un inventaire critique de notre héritage social et technologique pour évaluer si chaque élément est viable et soutenable dans un contexte de crise écologique croissant. Elle implique ainsi une réflexion profonde sur ce qui doit être maintenu, ajusté ou même abandonné afin de préserver les équilibres essentiels, en particulier ceux liés à la biodiversité et au climat, considérés comme les limites planétaires les plus cruciales.» Alexandre Monnin, *Manuel de redirection écologique*, Éditions de l'Atelier, 2024.

1. ÉVALUER ET PRÉSERVER L'EXISTANT

Dans une logique de sobriété et de durabilité, la redirection écologique de la culture nécessite de reconnaître la valeur des ressources, savoir-faire, outils et dispositifs déjà en place. En médiation culturelle, cela implique d'évaluer avec lucidité les pratiques existantes, d'identifier ce qui peut être maintenu, adapté ou partagé. Préserver l'existant, **c'est reconnaître l'intelligence collective issue de l'expérience de terrain**, capitaliser les acquis, renforcer les réseaux locaux et favoriser la mutualisation.

Nous nous engageons à :

- **privilégier la réutilisation des outils de médiation** (matériels, supports, formats) chaque fois que cela est possible ;
- **documenter et transmettre les méthodologies** éprouvées pour éviter la reproduction de dispositifs coûteux en ressources ;
- **soutenir la circulation de projets entre structures**, notamment à l'échelle locale ou régionale, afin d'optimiser leur impact social et environnemental ;
- **valoriser les archives, les savoirs et les récits accumulés**, comme ressources essentielles à l'évolution des pratiques.

Nous souhaitons une redirection écologique juste. C'est-à-dire qu'elle ne peut se faire au détriment de ce qui a été construit avec soin, **dans la durée**, par les professionnelles de la médiation : elle doit, au contraire, s'en nourrir et être préservée, à commencer par les équipes de travail.

Les équipes de médiation sont au cœur du lien entre les œuvres, les artistes, les institutions et les publics. En cela, elles participent à (ce que nous appelons) «faire société». Elles portent des savoirs sensibles, des compétences pédagogiques, des ancrages territoriaux et une intelligence de la relation humaine qui ne peuvent être improvisés ou remplacés.

Dans un contexte de mutations rapides et de pressions budgétaires croissantes, fragiliser ces emplois revient à affaiblir durablement la capacité de nos lieux culturels à accompagner les transitions culturelles et sociales.

Nous affirmons que préserver les postes, les équipes et les compétences en médiation culturelle est une condition essentielle à toute démarche sincère et durable de transition. Nous appelons à des politiques culturelles qui reconnaissent cette réalité, soutiennent l'emploi qualifié et s'engagent pour la stabilité des équipes.

2. CONCEVOIR DES SUPPORTS RÉUTILISABLES OU MUTUALISABLES

La redirection écologique invite à concevoir chaque action de médiation dans une perspective globale de durabilité. L'éco-conception ne se limite pas à la réduction de l'impact environnemental: elle engage une transformation des formats, des temporalités, des relations avec les artistes, les publics et les partenaires. Cela implique de penser en amont la provenance des matériaux, la mobilité, la consommation d'énergie, la circularité des dispositifs, mais aussi l'accessibilité et la pertinence sociale des actions menées.

Ces outils doivent être facilement stockables, réparables et transportables. Un support bien conçu ne sert pas une seule exposition ou un seul public: il vit dans le temps, circule entre structures et se transforme selon les usages.

Quels exemples concrets?

- **Créer des kits de médiation mobiles** (valisettes, malles pédagogiques et dossiers pédagogiques) contenant des jeux, documents, matériaux tactiles ou visuels, utilisables dans des ateliers sur plusieurs expositions ou thématiques.
- **Concevoir des panneaux explicatifs modulaires ou à impression interchangeable**, permettant la réutilisation de supports rigides ou encadrés sans réimpression complète.
- **Produire des vidéos de médiation** (interviews, analyses d'œuvres) **en licence libre, diffusables sur plusieurs plateformes** et partageables entre structures culturelles.

- Utiliser des matériaux recyclés, récupérés ou locaux (économie circulaire) pour créer des objets ou installations de médiation, en intégrant l'histoire du matériau dans le contenu pédagogique.

Quelles méthodologies de travail?



- Intégrer une phase d'analyse des usages et de concertation dès le début du projet, avec les équipes de terrain (médiateurices, régisseuses, chargés des publics) pour cerner les besoins réels et les contraintes de réemploi.
- Travailler en réseau avec d'autres structures (centres d'art, musées, bibliothèques, associations culturelles) pour identifier des opportunités de mutualisation ou de circulation de supports.
- Documenter systématiquement les supports conçus (fiches techniques, tutoriels, conditions d'usage) pour en faciliter la transmission, l'adaptation et la maintenance par d'autres professionnelles.
- Prévoir une évaluation post-utilisation afin d'améliorer les versions futures, avec un retour d'expérience des publics et des médiateurices.

Nous nous engageons à concevoir nos projets avec une attention particulière aux ressources mobilisées, à privilégier des formats légers, modulables, mutualisables, et à intégrer systématiquement des critères écologiques dans le processus de création et de production des outils de médiation.

3. DÉPLACER LES PUBLICS ET LES MÉDIATEUR-RICES, ENTRE ADAPTABILITÉ ET NÉCESSITÉ

Dans un contexte de redirection écologique, la question des déplacements – qu'ils concernent les publics ou les professionnelles de la médiation – ne peut plus être abordée de manière indifférenciée. Chaque déplacement a un coût environnemental, humain et logistique qu'il est nécessaire d'évaluer avec attention.

Pour autant, la mobilité reste, dans de nombreux cas, une condition indispensable d'accès à la culture, de rencontre avec les œuvres, de dialogue entre les territoires. Penser les déplacements autrement, c'est chercher un équilibre entre la limitation des impacts et la préservation du lien vivant avec les publics. Cela implique une organisation du travail plus fine, une anticipation accrue, et parfois, une reconfiguration des rôles et des rythmes professionnels.

Méthodologies de travail possibles :

- Évaluer l'impact des déplacements en amont des projets (bilans carbone simplifiés, distances, moyens de transport, nombre de personnes concernées), afin de favoriser les mobilités douces ou collectives chaque fois que possible.
- Favoriser le déplacement des médiateurices plutôt que celui des publics quand cela permet de réduire les émissions globales, par exemple en intervenant directement dans les établissements scolaires, centres sociaux ou espaces publics de proximité.

- **Mettre en place des échanges collectifs** à l'échelle régionale, mettant en avant les formats légers et adaptables déjà existants, pour renforcer les dynamiques de réseau.
- **Expérimenter des formes hybrides** de médiation (présentiel + visioconférence, médiation audio, correspondance postale, podcasts de territoire) pour limiter certains déplacements tout en maintenant le lien sensible.
- **Co-construire des temps de médiation avec les structures partenaires**, en s'adaptant à leurs contraintes de mobilité et en programmant les déplacements sur des temporalités longues, évitant l'urgence et la surcharge des équipes.

Quelles conséquences pour les professionnelles de la médiation ?

Ces nouvelles logiques de mobilité nécessitent des ajustements dans les conditions de travail : plus de flexibilité horaire, une gestion fine du temps de déplacement, un besoin accru de coordination et de reconnaissance du travail « invisible » (préparation, transport, installation). Elles peuvent aussi accentuer la charge mentale et la précarité si elles ne s'accompagnent pas de moyens adaptés et de protections statutaires.

Nous affirmons qu'une médiation écologique ne peut se faire au détriment des professionnelles.

Nous appelons à un dialogue renforcé avec les employeuses et les institutions afin de construire des cadres de travail justes, équilibrés et soutenables pour toutes et tous.

4. SE FORMER ET ÊTRE FORMÉ·ÉS

La redirection écologique de la culture ne peut s'opérer sans un effort massif de formation, de sensibilisation et d'auto-apprentissage.

En médiation culturelle, où les professionnelles sont en contact direct avec les publics, les artistes, les œuvres et les territoires, cette formation revêt une importance stratégique.

Elle conditionne la capacité à adapter ses pratiques, à traduire des enjeux complexes de manière accessible, à animer des espaces de réflexion et d'action, et à participer activement à la transformation des institutions culturelles elles-mêmes.

Se former, c'est acquérir des connaissances mais aussi des outils et des postures innovantes.

Quels besoins et quels enjeux pour les professionnelles de la médiation?

- Comprendre les liens entre crise écologique, pratiques artistiques et inégalités sociales pour développer une médiation qui ne soit ni culpabilisante ni hors-sol.
- Pouvoir intégrer les enjeux environnementaux dans la programmation, les contenus et les discours de médiation, en respectant la diversité des œuvres et des publics.
- Adopter une approche éthique et sensible de l'écologie, évitant les raccourcis dogmatiques ou les approches uniquement techniques.
- Renforcer sa légitimité professionnelle face aux mutations du secteur, souvent perçues comme floues ou anxiogènes.

Quels formats ?

- **Formations continues** spécifiques à l'écologie culturelle, proposées par des organismes indépendants, des universités ou des réseaux professionnels (avec des modules sur la médiation éco-conçue, les récits écologiques, l'analyse systémique des structures culturelles, etc.).
- **Ateliers entre pairs** et retours d'expérience sur les pratiques durables déjà mises en place dans les lieux culturels: ce partage horizontal nourrit une montée en compétence collective et contextualisée.
- **Immersions croisées** entre structures engagées dans des dynamiques de transition (centres d'art, éco-lieux, collectifs d'artistes), permettant de sortir du cadre institutionnel pour expérimenter d'autres façons de faire.
- **Auto-formation accompagnée**, avec des ressources ouvertes (podcasts, MOOC, lectures, conférences), intégrées dans les temps de travail et valorisées comme partie intégrante de l'activité professionnelle.
- **Médiation inversée**, où les publics eux-mêmes (jeunes, habitant·es, activistes, scientifiques) deviennent sources de savoir sur les enjeux environnementaux, et où les médiateur·ices apprennent à travers le dialogue.

Pour être efficaces, ces formations doivent être accessibles financièrement, intégrées dans les plans de formation des structures, soutenues par les politiques publiques et reconnues dans les parcours professionnels.

Nous appelons à une reconnaissance institutionnelle de ces compétences écologiques dans les métiers de la médiation, et à une réelle politique d'accompagnement à la montée en compétence, dès la formation initiale et tout au long du parcours professionnel.

5. CONTRIBUER À LA FABRIQUE DE NOUVEAUX RÉCITS

Les professionnelles de la médiation travaillent chaque jour à la création de récits — pour concevoir des visites d'exposition, mais aussi dans l'écriture de projets d'éducation artistique et culturelle. Ils et elles s'entourent de figures contemporaines et du passé (penseuses de l'écologie décoloniale, de l'éco-féminisme²...) qui ont réfléchi aux changements mentaux à opérer pour un meilleur vivre ensemble. Leurs récits découlent de ces pensées multiples et participent ainsi à la reconnexion des humains avec les mondes vivants, à la création de passerelles longtemps abandonnées, à une écologie mentale³ pouvant déjouer une éco-anxiété paralysante.

Quelques pistes de travail possibles:

- Créer des projets artistiques et culturels sur les thèmes du rapport au vivant.
- Créer de nouveaux imaginaires avec les artistes et les publics pour projeter un futur désirable et un monde durable.
- Mener des actions en partenariat avec des associations locales œuvrant à préserver la biodiversité et le recyclage de matériaux ou pouvant être ressources sur les questions environnementales.
- Concevoir des projets d'éducation artistique et culturelle avec des établissements scolaires inscrits dans une démarche d'éco-citoyenneté et d'éducation au développement durable (EDD).

2. Malcolm Ferdinand, Olivier Marboeuf, Baptiste Morizot, Starhawk, Estelle Zhong Mengual et d'autres (liste non exhaustive).

3. Le concept d'écologie mentale est développé par le philosophe français Félix Guattari dans son essai *Les trois écologies* (Galilée, 1989).

Dans la mise en place d'une démarche éco-responsable au sein d'une structure, il est indispensable d'intégrer les professionnelles de la médiation à la réflexion pour **faire récit avec les publics**.

Comment?

14

- En créant **des temps de rencontre entre les publics et les artistes** afin que ces dernières partagent la manière dont les enjeux environnementaux impactent et transforment leurs pratiques.
- En créant **des temps spécifiques pour associer les publics à l'élaboration de cette démarche et à son amélioration**, et en les sensibilisant sur les actions mises en place.
- En **partageant largement ce document avec les publics**, afin de les associer à nos réflexions et de les sensibiliser à nos engagements et nos actions.
- En laissant **un temps de travail plus conséquent que celui imposé jusqu'à maintenant**, pour permettre aux professionnelles de la médiation de créer des projets, avec les publics, à la hauteur des enjeux contemporains.

PAROLES DE PROFESSIONNEL·LES

Claire Der Hovannessian, responsable de projets
et co-fondatrice, et Anne Marchis Mouren,
médiatrice culturelle et directrice du BIM Bureau
Indépendant de Médiation culturelle

Pouvez-vous vous présenter en quelques
mots et nous parler de votre parcours
professionnel dans le secteur culturel ?

AMM: Après une formation en commissariat d'exposition à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, j'ai rejoint le centre d'art Triangle-Astérides à la Friche la Belle de Mai à Marseille, où j'ai développé un service des publics innovant et engagé. Investie dans des réseaux associatifs en France et en Europe, j'ai exploré les pratiques collectives, les pédagogies alternatives et les nouvelles approches de médiation culturelle. En 2018, j'ai posé les bases de ce qui deviendra l'association BIM – Bureau Indépendant de Médiation culturelle.

Engagée pour la professionnalisation du secteur, j'enseigne la médiation culturelle à l'Université d'Avignon et à l'Université Aix-Marseille. J'interviens régulièrement dans des conférences et ateliers destinés aux professionnelles de l'art. Mon travail croise les questions de médiation culturelle et d'écologie des pratiques, qu'elles soient environnementales ou relationnelles. En 2021, j'ai suivi une formation en art-thérapie au Centre d'Étude de l'Expression du Centre hospitalier Sainte-Anne à Paris, afin de développer des projets innovants adaptés aux publics du champ social et aux médiatrices culturelles.

CDH: Après un mémoire sur l'outil sonore dans les dispositifs artistiques au XXe siècle à l'Université Paris 8 Sorbonne Nouvelle, j'ai rejoint l'École Nationale des Arts Décoratifs à Paris dans la section Art & Espace. J'ai développé une pratique autour de l'objet, des gestes, des sons et du narratif dans l'espace domestique. En parallèle, j'ai collaboré avec le Bureau Betak en coordination événementielle et avec différentes chef-fes décoratrices pour

des tournages audiovisuels (publicité-séries, court métrage et longs métrages). En 2018, j'ai rejoint Anne Marchis Mouren dans le secteur de la médiation culturelle pour développer à ses côtés le BIM.

Ma pratique artistique rejoint mes questionnements sur les transmissions, l'écoute des publics et les répercussions des dialogues engagés. J'ai découvert un secteur en perpétuelle mutation et souhaite avec le BIM développer des projets transverses et poreux dans les pratiques.

Comment en êtes-vous venues à vous intéresser aux enjeux écologiques dans vos pratiques professionnelles?

Nous nous sommes intéressées aux enjeux écologiques dans nos pratiques professionnelles en prenant conscience que l'écologie ne concerne pas seulement l'environnement naturel, mais aussi les relations que nous tissons entre humains, avec les lieux, les œuvres et les récits. Cette «écologie relationnelle» nous a conduites à repenser nos manières de faire: ralentir, écouter, coopérer, faire avec plutôt que pour. Intégrer l'écologie, c'est alors créer des espaces de médiation plus attentifs, durables et respectueux des écosystèmes humains et non humains.

Féminisme et écologie nous semblent indissociables, car tous deux questionnent les rapports de domination, appellent à une répartition plus juste des ressources et invitent à prendre soin des corps, des territoires et des relations.

Le manque de moyens budgétaires dédiés à la médiation culturelle a aussi rendu incontournable la mise en commun des ressources, le recyclage et une approche durable, qui sont devenus autant de leviers d'invention et de cohérence avec nos valeurs.

Quelles initiatives concrètes avez-vous mises en œuvre dans vos projets pour répondre aux enjeux de la redirection écologique?

Dans nos projets, nous avons engagé une réflexion profonde sur le sens et les conditions du travail en médiation culturelle. Cela passe par une remise en question des hiérarchies traditionnelles,

une répartition plus équitable des responsabilités entre les postes, et une attention portée aux biais d'autorité et de privilège, afin de créer un cadre de travail plus horizontal, basé sur la confiance et la coopération. Nous avons aussi commencé à imaginer des outils de médiation mutualisables entre plusieurs structures, qu'il s'agisse de supports matériels ou de compétences humaines, pour limiter les ressources mobilisées, favoriser l'intelligence collective et renforcer la durabilité de nos actions.

Nous travaillons depuis plusieurs années à la création d'un kit d'outils de médiation réutilisable et adaptable à chaque exposition d'art contemporain. Conçu comme une base modulable, ce kit est pensé pour être enrichi et transformé par les équipes de médiation selon les contextes, les publics et les œuvres présentées. Testé en interne pendant plusieurs années, ce dispositif a pris une nouvelle dimension lors de la Triennale d'art contemporain de Nîmes en collaboration avec Claire Eyraud, graphiste et illustratrice au sein de l'Artothèque Sud. L'ensemble des structures participantes ont pu être équipées. Cette mutualisation a permis non seulement de limiter la production de supports éphémères, mais aussi de favoriser une dynamique collaborative entre les lieux et les équipes.

Concernant les ateliers de médiation, nous prenons le temps de sourcer du matériel auprès de recycleries et de privilégier autant que possible l'achat de matériaux durables. Nous misons aussi sur des formes d'apprentissage qui mobilisent le corps, l'expérience et la sensibilité. Lorsqu'il y a création d'objets, l'esthétique, l'aspect durable, voire « d'extraordinaire » et le côté « utile » sont des dimensions essentielles, afin que les participant·es soient fières de leurs réalisations. L'objectif est d'éviter que ces productions ne finissent à la poubelle en fin d'atelier, comme c'est trop souvent le cas avec des supports standardisés, notamment les coloriages ou les peintures pour enfants. Nous avons également constitué un stock de matériel que nous mettons à disposition de nos partenaires, ce qui permet de réemployer d'un atelier à l'autre et de tendre vers une pratique proche du zéro déchet.

Comment ces initiatives ont-elles été accueillies par votre équipe, vos partenaires ou le public?

Ces initiatives ont été globalement bien accueillies, tant par l'équipe que par nos partenaires et les publics, qui perçoivent l'attention portée à la qualité, au sens et à la durabilité des actions menées. Elles suscitent souvent de l'adhésion, de l'intérêt et parfois même de l'enthousiasme. Cependant, les principaux obstacles restent le manque de temps et de moyens. On nous demande souvent de faire beaucoup, vite, et avec un budget restreint. Une injonction qui va à l'encontre des principes mêmes de la transition écologique, qui suppose de ralentir, de faire mieux avec moins, et de travailler autrement. Ce décalage entre les intentions et les conditions de travail réelles reste un défi majeur.

18

Quelles ont été les principales difficultés ou résistances rencontrées dans la mise en œuvre de ces démarches? Comment les avez-vous surmontées?

Les principales difficultés rencontrées tiennent au manque de temps, de moyens humains et financiers, mais aussi à une certaine résistance au changement, parfois subtile. Remettre en question les logiques hiérarchiques, ralentir les rythmes de production, mutualiser les outils ou valoriser des pratiques moins visibles demande de sortir des habitudes bien ancrées. Pour dépasser ces résistances, nous avons misé sur l'expérimentation, le dialogue et la co-construction. L'écoute, la pédagogie et le temps long restent essentiels pour ancrer ces changements dans la durée.

Quel conseil donneriez-vous à une professionnelle ou une structure culturelle qui souhaite se lancer dans une démarche écologique mais ne sait pas par où commencer?

Commencez par observer ce que vous faites déjà: vos pratiques, vos habitudes, vos contraintes. L'écologie n'est pas forcément une révolution immédiate, mais un déplacement progressif du regard

et des priorités. Interrogez les gestes du quotidien, questionnez le rapport au temps, aux ressources, aux relations. Identifiez un ou deux leviers simples et concrets: mutualiser du matériel, revoir l'organisation du travail, repenser un atelier, et faites-en un terrain d'expérimentation. Il ne s'agit pas d'être exemplaire, mais d'ouvrir des possibles, d'accepter l'imperfection, et de faire avec les autres. C'est dans la coopération, le partage d'expériences et l'attention aux liens que se construit une écologie vivante, réaliste et durable.

De manière générale, les équipes de médiation peuvent être fières de leur travail: elles tiennent un rôle essentiel dans le lien entre les œuvres, les lieux et les publics. Dans un contexte souvent contraint, elles font preuve d'inventivité, de sensibilité et d'engagement. Il est important de prendre le temps de le reconnaître, de s'en réjouir collectivement, et de valoriser cette contribution à la transformation culturelle et sociale. La joie et la fierté sont aussi des moteurs puissants de la transition.

Julie Esmaeelipour, chargée du pôle médiation et éducation artistique au centre d'art contemporain de Malakoff

Peux-tu te présenter en quelques mots et nous parler de ton parcours professionnel dans le secteur culturel?

J'ai étudié l'histoire de l'art spécialité art contemporain à l'Université Paris 1 et obtenu un Master en conduite de projets culturels et connaissance des publics à l'Université Paris 10. Ma carrière s'est consacrée à la médiation et à la co-construction de projets d'éducation artistique et culturelle avec les artistes. Actuellement chargée du pôle médiation et éducation artistique du centre d'art contemporain de Malakoff, j'ai été membre du Conseil collégial de BLA! de 2021 à 2025. Mes axes de recherche se concentrent sur une médiation active: comment l'oralité et la rencontre par la pratique sont les outils à privilégier dans un centre d'art? La médiation active nécessite une adaptation à toutes, ce qui m'a conduit à créer les «visites contées pour les bébés» et à expérimenter des outils spécifiques pour chaque projet.

Comment en es-tu venue à t'intéresser aux enjeux écologiques dans ta pratique professionnelle?

Les enjeux écologiques ont toujours été présents dans ma pratique professionnelle sans être catégorisés comme tels. Par exemple, le recyclage des matériaux pour les ateliers et les transmissions des savoirs et savoir-faire grâce aux échanges avec les visiteuses. Ma réflexion a été davantage nourrie à mon arrivée au centre d'art contemporain de Malakoff, où l'équipe, impulsée par la directrice Aude Cartier, avait mis en place une série de bonnes pratiques pour être en attention avec son environnement, allant de mesures pour réduire son impact carbone, à veiller à la juste rémunération des auteuices, favoriser l'économie circulaire dans l'ensemble de ses actions, ainsi qu'au ralentissement de sa programmation, afin d'encourager un «écosystème d'attentions».

20

Quelles initiatives concrètes avez-vous mises en œuvre dans ta structure ou dans vos projets pour répondre aux enjeux de la redirection écologique?

En 2023, le centre d'art a souhaité amorcer un pas supplémentaire avec l'expérimentation du projet «Couper les fluides». Pendant cinq mois, l'établissement a fait l'expérience de renoncer à l'usage des fluides (eau, gaz et électricité) dont dépendait son fonctionnement habituel. Est-ce que «Couper les fluides» signifie se couper du monde extérieur? Comment réinventer le travail low carbone, low fluides? Comment poursuivre ses missions de service public? Ce furent là les enjeux de l'expérimentation et de son observation.

En 2024, dans le prolongement de «Couper les fluides», le centre d'art imagine un nouveau projet, sur trois ans, intrinsèquement lié à ses axes de recherches. «Un centre d'art nourricier: 2024 - 2025 - 2026» se manifeste comme un lieu éco-citoyen, qui réunit des auteuices, des habitant·es, des usagères, devenant transmetteuses de leurs savoir-faire. Portant une attention à la transmission, le centre d'art se réinvente encore et souhaite requestionner, repenser et renouveler les modes de partage, dans la volonté de penser en commun, de s'alimenter ensemble, de se nourrir des savoirs et des ressources de chacure. Le projet souhaite être inclusif et selon un principe d'économie contributive.

Comment ces initiatives ont-elles été accueillies par ton équipe, vos partenaires ou le public?

L'équipe a tout de suite été incluse dans la réflexion et la construction du projet. L'adhésion s'est faite grâce à de nombreuses conversations qui ont fait émerger les idées du projet. Concernant les partenaires, beaucoup ont été nombreux à vouloir y participer et/ou à nous rencontrer lors de visites. L'augmentation de visites de groupes réalisées avec des partenaires territoriaux ou culturels en est une significative manifestation.

Un lien très fort s'est créé pendant l'expérience de « Couper les fluides » entre le centre d'art et les visiteuses grâce à la médiation active. Chaque membre de l'équipe accueillait les visiteuses et réalisait une médiation. Au gré des discussions, des échanges riches se sont produits et ont construit les fondations du projet « Un centre d'art nourricier: 2024 - 2025 - 2026 ». Beaucoup de personnes se déplaçaient au centre d'art pour nous raconter leurs propres expérimentations. Ces échanges de savoirs nous ont interrogés sur la notion de public, qui ne nous paraissait pas à la hauteur de la place légitime qui doit leur être consacrée au sein du centre d'art. Après cette expérience de cinq mois, nous avons décidé d'introduire le terme « citoyenne » qui nous semble plus juste, au sens que nous considérons chaque visiteuse comme actrice des projets.

Quelles ont été les principales difficultés ou résistances rencontrées dans la mise en œuvre de ces démarches? Comment les avez-vous surmontées?

La grande difficulté a été de faire adhérer ce projet expérimental à notre administration et de faire en sorte qu'ils soient des parties prenantes et/ou des ambassadeurs de « Couper les fluides ». Il a fallu beaucoup de pédagogie et de temps pour créer des espaces d'échanges et faire adhérer au projet. Ces discussions nécessaires ont ensuite permis de faire naître des réflexions communes entre directions municipales, révélant comment de telles initiatives pouvaient aussi créer une émulation joyeuse.

Quel conseil donnerais-tu à une professionnelle ou une structure culturelle qui souhaite se lancer dans une démarche écologique mais ne sait pas par où commencer ?

22

Il faut avant tout prendre conscience de ses enjeux territoriaux, faire un constat de ce qui est déjà mis en place et mettre autour de la table toutes les parties prenantes pour réaliser cette démarche.

Krystel Lavaur, responsable adjointe du service des publics, et Cécile Leroux, secrétaire générale du Frac Bretagne (Rennes)

Pouvez-vous vous présenter en quelques mots et nous parler de votre parcours professionnel dans le secteur culturel ?

KL : J'ai pour ma part une formation en histoire de l'art et une formation sur les métiers de l'exposition, je travaille dans ce secteur depuis toujours.

CL : J'ai clôturé mon cursus à l'IEP de Toulouse par un DESS en Gestion Locale du Patrimoine Culturel à l'Université d'Orléans et le concours d'Attaché territorial de la Fonction publique. Après des postes d'administratrice en musée à Reims puis à Chalon-sur-Saône, j'occupe le poste de secrétaire générale du Frac Bretagne depuis 2012.

Comment en êtes-vous venues à vous intéresser aux enjeux écologiques dans votre pratique professionnelle ?

KL : Nous sommes tous et toutes sensibles à l'urgence climatique. Mettre en place la transition écologique au sein du Frac est une évidence et réfléchir collectivement à sa mise en œuvre un choix.

Quelles initiatives concrètes avez-vous mises en œuvre dans votre structure ou dans vos projets pour répondre aux enjeux de la redirection écologique ?

CL: En 2019, le Frac Bretagne a commencé à s'inscrire activement dans une démarche éco-citoyenne et a, à ce titre, pris certaines décisions. Dans un premier temps, une étude a permis de réduire les coûts de consommation en énergie. La construction de cimaises dans les expositions est dès lors pensée pour au moins une année, et les peintures utilisées sont labellisées Bio. Les trajets professionnels sont fortement recommandés en mobilité douce, etc. La mécanique est lancée. Il faut parfois savoir commencer par le plus facile à mettre en œuvre.

KL: Quand tu vis sur Rennes Métropole, cela ressemble quelquefois au parcours du combattant...

CL: Oui, l'essentiel c'est de mettre en place des moyens d'incitation et non de culpabiliser. Mais formaliser permet aussi de donner du corps à la volonté.

En 2020-2021, le Frac a poursuivi sa réflexion d'optimisation des consommations avec des études sur les éclairages et sur les installations de traitement de l'air. Dans le cadre des ateliers avec le jeune public, un partenariat direct a été noué avec un producteur pour servir des goûters et jus de pommes bio et locaux.

KL: Nous avons aussi créé une buvette mobile au sein du service des publics pour proposer eau en carafe et vaisselle lavable. Nous offrons ainsi des temps de convivialité à nos partenaires, aux personnes en formation et aux publics en groupe... Elle est nomade et a été fabriquée sur place par un de nos collègues de la régie. Tout est fait en matériel de récupération. Seuls les couverts, verres et tasses ont été achetés pour éviter la vaisselle jetable. Le café est bio et le jus de pommes aussi!

CL: En 2022, nous avons rationalisé les supports de communication, diminué les envois de mails, allégé le stockage numérique, mis en place une collecte des déchets recyclables dans chaque espace. Nous avons aussi investi dans l'achat de matériel à faible consommation énergétique et installé des économiseurs d'eau.

En 2023, nous avons essayé de sensibiliser les salariés avec un programme de formation adapté pour déterminer une méthodologie de travail. D'abord avec une session d'information organisée par le réseau a.c.b (art contemporain en Bretagne) avec Les Augures qui s'intitulait « Engager sa transition écologique ». Nous avons ensuite organisé deux sessions de travail autour de la « Fresque du Climat ». Et certaines salariés ont été sensibilisées aux éco-gestes dans le cadre d'un programme annuel organisé par la Ville de Rennes. Nous avons aussi suivi des formations menées par Le Collectif des festivals (communication responsable, journée en équipe dédiée aux transitions: améliorer la co-construction et la créativité).

À partir de là, des groupes de travail se sont créés au sein de l'équipe (GT Déchets, GT Déplacements et transports, GT Pollution numérique). On a ainsi « professionnalisé » en quelque sorte nos pratiques: tri généralisé des déchets, filière de recyclage des mégots et mutualisation des équipements. La mobilisation de l'équipe ne peut passer que par des temps d'échanges, de formation et de travail.

KL: Il faut préciser que tout cela s'est créé sur la base du volontariat, des formations aux groupes de travail. Je faisais partie du groupe sur les Déplacements et transports (on se rend plus facilement compte des contraintes et possibles à plusieurs). Par exemple, grouper des dates de projets sur une même zone géographique de manière à mutualiser les transports de la région et penser le déplacement des publics sur cette même zone. Mais cela ne touche pas que les déplacements des publics: lorsque l'on passe des commandes de matériels, on essaie de les centraliser pour éviter qu'il y ait plusieurs transports. La seule chose que l'on n'a pas pu résoudre, c'est le déplacement des élèves: le car reste le moins cher par rapport au train et c'est complexe pour mutualiser des établissements sur un même car.

Le plus marquant qui est ressorti de ces groupes de travail, c'est vraiment le Cleaning Day, proposé chaque année aux salariés. On a quelques heures pour alléger nos ordinateurs, réduire nos boîtes mail, un temps qui n'est pas alloué à d'autres activités. Nous le faisons en équipe, pour voir les résultats en direct.

Comment ces initiatives ont-elles été accueillies par votre équipe, vos partenaires ou le public?

KL: Je n'ai pas l'impression que sur l'équipe cela se soit mal passé. Le volontariat y est aussi pour quelque chose: participe qui veut. Les partenaires ne perçoivent pas tout. Nous avons arrêté les cartons d'invitation papier pour les expositions en établissements scolaires, nos partenaires de l'Éducation nationale sont également dans ce type de démarches. Le public n'est pas forcément celui qui voit la différence car les différences sont peu visibles dans les espaces. Mais nos tutelles sont au courant et voient les efforts effectués collectivement car les rapports d'activité sont aussi là pour montrer les efforts collectifs et les résultats obtenus.

CL: Une clause a été ajoutée dans les lettres de commande et conventions aux artistes et intervenant·es pour leur demander d'être vigilantes à leurs consommations et à leurs sources d'approvisionnement, de chercher des alternatives visant à décarboner leurs achats, à relocaliser leurs fournisseurs et à recycler les fournitures.

Cela évite des achats outranciers pour privilégier des circuits de seconde main ou l'utilisation du matériel déjà acquis. On a, par ailleurs, mis en page un document sur nos engagements et responsabilités sociétales que l'on partage sur le site web et en annexe de nos conventions de partenariat.

Quelles ont été les principales difficultés ou résistances rencontrées dans la mise en œuvre de ces démarches? Comment les avez-vous surmontées?

CL: Il y a toujours quelques récalcitrant·es et certaines réticences, mais globalement, nous travaillons dans un lieu extrêmement préservé des mauvaises volontés.

Les journées de travail en collectif sont extrêmement productives. S'extraire de ses problématiques individuelles de travail et s'inscrire dans une recherche commune d'amélioration est très stimulant. Notre difficulté c'est le bâti, il est tout de suite beaucoup plus difficile de penser isolation et régulation thermique dans un bâtiment en verre qui ne nous appartient pas.

Quel conseil donneriez-vous à une professionnelle ou une structure culturelle qui souhaite se lancer dans une démarche écologique mais ne sait pas par où commencer?

KL: De réfléchir collectivement dès qu'elle ou il le peut... De se rapprocher d'associations qui œuvrent en ce sens. Il y a aussi des groupes qui se sont créés au sein même des collectivités.

26

CL: Il ne faut pas aborder la question par l'angle de «ce que je peux faire ne suffit pas» mais plutôt partir du principe qu'on peut tous et toutes contribuer à diminuer notre empreinte sur l'environnement. Je crois définitivement en l'intelligence collective et aujourd'hui, la ressource est largement à disposition. Les Augures ou Le Collectif des festivals notamment peuvent accompagner. Se mettre autour d'une table et discuter est toujours un bon début.

Florence Marqueyrol, responsable du service des publics de l'Institut des Cultures d'Islam (Paris)

Peux-tu te présenter en quelques mots et nous parler de ton parcours professionnel dans le secteur culturel?

Après des études d'histoire de l'art à l'École du Louvre et un master professionnalisant à l'Université Rennes 2, j'ai travaillé deux ans à la Ménagerie de Verre à Paris, puis vingt ans au service des publics de La Galerie, centre d'art contemporain de Noisy-le-Sec, avant de devenir responsable du service des publics de l'Institut des Cultures d'Islam à Paris. Je suis également depuis 2023 enseignante à l'Université Paris 8, et depuis 2017 membre fondatrice de BLA!.

Comment en es-tu venue à t'intéresser aux enjeux écologiques dans ta pratique professionnelle?

Les questions écologiques sont importantes dans ma vie personnelle et il me semble nécessaire de réfléchir à ces enjeux également dans mon travail et dans mon environnement professionnel. C'est aussi une réflexion qui a pu être portée

par les différentes directions des centres d'art dans lesquels j'ai pu travailler: Marianne Lanavère, Émilie Renard et Marc Bembekoff à La Galerie, ainsi que Stéphanie Chazalon aujourd'hui à l'Institut des Cultures d'Islam. Tout d'abord, avec Émilie Renard, dont la programmation artistique prenait pour appui l'exploration de textes éco-féministes. Il s'agissait, au-delà de réfléchir à une approche durable des actions, de repenser les relations de pouvoirs notamment entre les artistes, les publics et l'institution, en faisant bouger les hiérarchies entre les expositions, les actions en direction des publics, les habitudes et les réflexes des équipes, des artistes, des visiteuses... La dimension politique et citoyenne de l'écologie prend tout son sens et toute sa place particulièrement dans le contexte d'une collectivité territoriale (le centre d'art contemporain La Galerie à Noisy-le-Sec est en régie directe).

Dans la continuité de cette réflexion, j'ai également participé à la conception de la table ronde «Faire mieux, faire autrement, faire moins: comment les crises font évoluer nos pratiques professionnelles» qui a eu lieu lors du Congrès du CIPAC en juillet 2022, et qui proposait d'aborder la question du point de vue du travail et des relations entre les actrices de l'écosystème des arts visuels. J'ai également suivi les tables rondes virtuelles sur ces questions proposées en amont du congrès, en particulier celle sur une approche numérique responsable.

Actuellement, l'Institut des Cultures d'Islam, sous la direction de Stéphanie Chazalon, s'est engagé dans une réflexion sur le développement durable, selon deux axes. Le premier portait sur la connaissance des enjeux et consistait en un temps de formation avec Lucie Marinier (titulaire de la Chaire ingénierie de la culture et de la création au Cnam), à la fois pour poser un cadre clair sur ces enjeux dans le domaine de la culture – en s'appuyant sur différentes études chiffrées sur ce qui impacte le bilan carbone de la culture –, et pour, de façon pragmatique, connaître les outils pour le diagnostiquer. Cependant, si chacune est convaincue des efforts à fournir, mettre en place une telle démarche demande beaucoup de temps et d'énergie, que les équipes des centres d'art peuvent difficilement absorber.

Le second axe de réflexion porte sur la manière dont l'équipe dans son ensemble peut participer à la programmation du centre d'art. Cela s'inscrit dans une démarche globale pour mettre en place des bonnes pratiques de management, et au-delà, reconnaître la légitimité de chacun dans la réflexion sur les orientations de l'institution. Pour cela, l'équipe s'est faite accompagner lors de deux journées de séminaire pour élaborer une boussole afin d'aider collectivement dans la prise de décisions.

De façon générale, l'idée est bien entendu de faire attention aux matériaux utilisés, à privilégier le réemploi, et les gestes écologiques élémentaires, etc. L'autre pendant d'une approche écologique est celle de la mise en place d'une éthique, du respect du travail de chacun. En payant convenablement les artistes, en contractualisant avec elles et eux, ou encore au travers du management. Une approche écologique du travail demande à prendre en compte tout l'écosystème et donc à prendre en compte l'activité dans son ensemble.

Le groupe de travail de BLA! pour la rédaction de cette brochure – avec le temps fort de la Blaschool qui a eu lieu à Mulhouse et Altkirch en juillet 2024 –, était éclairant et stimulant. Il me semble indispensable d'échanger sur nos pratiques et de mettre en commun nos réflexions et références pour avancer sur ces sujets.

Quelles initiatives concrètes avez-vous mises en œuvre dans ta structure ou dans vos projets pour répondre aux enjeux de la redirection écologique?

En tant qu'Institut des Cultures d'Islam, avec une ambition de donner la parole aux artistes de toutes cultures musulmanes, ce sont plutôt nos collègues de la production qui sont attentifs et attentives aux déplacements des œuvres et des artistes qui viennent de loin. C'est aussi faire attention à la surconsommation : nous imprimons, peu, et en noir et blanc. Pour les vernissages et catering, on privilégie une nourriture non carnée, on utilise de la vaisselle réutilisable et non du jetable.

Le bilan carbone est souvent alourdi par les déplacements des publics... Nous avons intégré dans nos enquêtes des publics une question sur le mode de transport de nos visiteuses pour évaluer l'impact. Étant situés dans le cœur de la Goutte d'Or à Paris, nos publics viennent principalement à pied, ou en transport en commun. Donc nous nous en sortons plutôt bien.

Concernant la médiation, nous privilégions le réemploi de matériel, et tentons de piocher dans ce qui est déjà-là. De façon générale, les outils de médiation pensés collectivement au sein du service des publics permettent à chacune de nos visiteuses, quelque soit leur situation, de vivre une expérience artistique et sensible. Par exemple, nos parcours sensibles, initialement pensés d'après les notices FALC (Facile à lire et à comprendre), proposent non seulement une approche simple des expositions mais constituent également un parcours alternatif, basé sur les cinq sens, intéressant pour tous et toutes.

Nous avons aussi créé une matériauthèque pérenne, à l'entrée du centre d'art. Il s'agit d'un mobilier sur mesure, qui permet de valoriser les différents matériaux utilisés par les artistes et présents dans l'exposition. Cet outil permet une approche sensible des œuvres, et peut être adapté à toutes les expositions du centre.

Comment ces initiatives ont-elles été accueillies par votre équipe, vos partenaires ou le public?

Si l'organisation collaborative de la programmation de la structure est très peu visible, nous réfléchissons à mettre ses initiatives en valeur. Par contre, les outils de médiation présents dans l'exposition ont quant à eux beaucoup de succès, et c'est très réjouissant de voir que cette approche fonctionne pour tous et toutes. En même temps, c'est une attention quotidienne et nous avons conscience que c'est très peu...

Quelles ont été les principales difficultés
ou résistances rencontrées dans la mise en œuvre
de ces démarches? Comment les avez-vous surmontées?

Tout le monde est assez convaincu, et nous n'avons pas pris de
mesures vraiment radicales...

30

Quel conseil donneriez-vous à une professionnelle
ou une structure culturelle qui souhaite
se lancer dans une démarche écologique
mais ne sait pas par où commencer?

Je pense que la démarche débute en développant la conscience
des enjeux et du contexte dans lequel on évolue, puis en faisant
un diagnostic de l'impact écologique de l'activité. Pour cela,
c'est important d'échanger ou de se faire accompagner, même
si des outils existent, comme ceux proposés par Décarbonons la
Culture.

En tant qu'enseignante, formant de futures professionnelles,
j'aborde également cette question, pour les sensibiliser au plus
tôt à ces enjeux.

RAPPORTS, COMPTES-RENDUS, GUIDES

Rapport *Décarbonons la Culture!*, The Shift Project, novembre 2021

Compte-rendu de la Journée professionnelle « Éco-responsables ! Penser et transformer nos pratiques » de TRAM, réseau art contemporain Paris/Île-de-France, organisée le 20 novembre 2023 au Musée d'art moderne de Paris

Guide d'orientation et d'inspiration pour la transition écologique de la culture, ministère de la Culture, décembre 2023

Musée et transition écologique: Bonnes pratiques muséales, Société des musées du Québec, juin 2024

Bilan de la Blaschool «Vers l'éco-conception des projets de médiation» de BLA! Association nationale des professionnel-le-s de la médiation en art contemporain, organisée les 8 et 9 juillet 2024 à Mulhouse et Altkirch

Compte-rendu des journées professionnelles « Centres d'art en transition » et « Les arts visuels aux défis de la transformation écologique » de DCA Association française de développement des centres d'art contemporain, organisées les 25 et 26 novembre 2024 à Rennes

Diagnostic environnemental des Augures de 5 centres d'art contemporain, en collaboration avec DCA Association française de développement des centres d'art contemporain, janvier 2025

Cadre d'actions et de coopération pour la transformation écologique, ministère de la Culture, avril 2025

ARTICLES

« Les musées, acteurs investis de la transition écologique »,
ministère de la Culture, 18 décembre 2023

« La transition écologique entre au musée », Commissariat
général au développement durable, mis à jour le 5 mars 2024

Anne Santini, « Transition écologique et médiation,
une mutation du musée d'art », *Revue de Paris*, 3 juillet 2024

32

LIVRES

Association pour l'écologie du livre,
Le livre est-il écologique ? Matières, artisans, fictions,
Éditions Wildproject, 2020

Olivier Hamant, *Antidote au culte de la performance.*
La robustesse du vivant, Tracts Gallimard, 2023

Baptiste Morizot, Suzanne Husky, *Rendre*
l'eau à la Terre. Alliances dans les rivières face
au chaos climatique, Actes Sud, 2024

Theodore Roszak, Allen Kanner, Mary Gomes, *Écopsychologie.*
Le soin de l'âme et de la terre, Éditions Wildprojet, 2023

Estelle Zhong Mengual, *Apprendre à voir.*
Le point de vue du vivant, Actes Sud, 2021

PROJETS

Exposition « Couper les fluides », du 12 février
au 8 juillet 2023, centre d'art contemporain de Malakoff

Cycle thématique « Festina Lente (Hâte-toi lentement) »
de La Crieé centre d'art contemporain (2023-2025)

INITIATIVES

Les fiches pratiques du Collectif des festivals
éco-responsables et solidaires en Région Sud (COFEES)
Le Collectif des festivals
L'Écothèque des Augures
La Réserve des arts

BOÎTE À OUTILS

La séquence « éviter, réduire, compenser » (ERC)
La Fresque du Climat
La Fresque du Numérique
La Fresque de la Mobilité
Les ateliers de 2 tonnes

PRÉSENTATION DE BLA!

BLA!

Association nationale des professionnel-le-s de la médiation en art contemporain a été créée en 2017 avec pour but de fédérer et mettre en réseau les professionnelles et structures de ce secteur d'activité, de partager des ressources, de participer à leur formation et à la réflexion sur l'évolution des métiers.

34

BLA! se développe autour de plusieurs objectifs:

faire reconnaître

les professions liées à la médiation
et aux relations avec le public dans
le domaine de l'art contemporain,
sur les plans national et international;

participer à la structuration

de ces professions;

affirmer l'identité professionnelle

de ses membres,
promouvoir leurs compétences
et faire valoir leur expertise;

être un interlocuteur privilégié

des pouvoirs publics
sur les questions liées à ces professions;

contribuer à la réflexion

sur les missions qui sont confiées
à ses membres, aux évolutions
et à l'enrichissement de celles-ci;

contribuer à la formation professionnelle

de ses membres et élaborer des temps de rencontre
en faveur des professionnelles de ce secteur;

informer les membres
sur l'actualité professionnelle
de leur secteur;

établir et développer des liens
réguliers et durables
entre ses membres, dans une logique
d'entraide et de solidarité;

constituer un espace d'échange
et d'expérimentation
au niveau national pour les professionnelles de
la médiation et des relations avec les publics
dans le domaine de l'art contemporain;

favoriser les actions conjointes avec l'ensemble
des professionnelles concernées;

participer à la visibilité des actions de médiation
dans le domaine de l'art contemporain
et à leur rayonnement.

BLA! est soutenue par la Direction générale
de la création artistique du ministère de la
Culture et est membre du CIPAC Fédération
des professionnels de l'art contemporain.

Soutenu par



Fédération
des professionnels
de l'art
contemporain

MEMBRES DU CONSEIL COLLÉGIAL 2025

36

- Thibault Brébant, responsable des publics, Passerelle Centre d'art contemporain, Brest
- Carole Brulard, responsable du service des publics, La Crie centre d'art contemporain, Rennes
- Claire Der Hovannessian, responsable de projets en médiation culturelle, BIM
- Océane Larsonneur, responsable des publics, Maison de la photographie Guyane-Amazone, Cayenne
- Sylvianne Lathuilière, chargée de la programmation culturelle, macLYON
- Pauline Lavigne du Cadet, présidente du BIM
- Florence Marqueyrol, responsable des publics, Institut des Cultures d'Islam, Paris
- Christelle Mélen, chargée des publics, CACN, centre d'art contemporain de Nîmes
- Charlotte Morel, responsable du bureau des transmissions, MAMCO – Genève
- Marie Plagnol, curatrice et médiatrice indépendante
- Anna Vrinat, médiatrice relais pour l'actions Nouveaux commanditaires à La Réunion, curatrice indépendante

COORDINATION

- Marie Dernoncourt, coordinatrice générale

REMERCIEMENTS

Nous adressons nos plus sincères remerciements à l'ensemble des membres du groupe de travail «**Médiation et écologie**», adhérent·es de BLA!, qui ont contribué avec rigueur, créativité et conviction à l'élaboration de cette brochure. Par leurs échanges nourris, leurs retours d'expériences et leur engagement en faveur d'une médiation culturelle plus responsable, ils et elles ont permis de faire émerger un texte à la fois concret, exigeant et porteur d'avenir.

Ont participé aux réflexions et à l'écriture de cette charte : Delphine Bachelard (Centre photographique d'Île-de-France), Aure Bergeret (Palais de Tokyo), Carole Brulard (La Crie centre d'art contemporain), Corentin Buchaudon (Frac Grand Large), Clémentine Clénet (Frac Grand Large), Eva Colpacci (Institut des Cultures d'Islam), Michel Delajoud (Villa du Parc), Manon Delanoë, Milène Denécheau (CAC Brétigny), Claire Der Hovannessian (BIM), Julie Esmaeelipour (centre d'art contemporain de Malakoff), Lisa Eymet, Morgan Gouzien, Megan Guimet (centre d'art contemporain La Chapelle Jeanne d'Arc), Krystel Lavaur (Frac Bretagne), Pauline Lavigne du Cadet, Marie Lebrun, Blandine Lehec (Palais de Tokyo), Sophie Leromain (La Crypte), Djeilana Maksuti (Passages, centre d'art contemporain), Alice Malinge (Frac Bretagne), Anne Marchis Mouren (BIM), Emma Margiotta, Florence Marqueyrol (Institut des Cultures d'Islam), Iris Medeiros (MAC VAL), Sarah Menu (CRAC Alsace), Helena Mialosque (Frac Sud - Cité de l'art contemporain), Adrien Mohler (Diaphane), Angéline Nison (Centre régional de la photographie Hauts-de-France), Julia Parisot (Jeu de Paume), Katia Raynal (Magasin CNAC), Chloé Thouvenin (MAC VAL), Anna Tomczak (centre d'art Madeleine Lambert), Camille Varlet (Centre photographique de Marseille), Francesca Veneziano (Le Bal), Marie-Noëlle Vuillerme (Espace croisé), Deborah Zehnacker (MABA).

Nous remercions également **Lucine Charon**,
précédente coordinatrice générale de BLA!,
qui a porté ce projet et accompagné les membres
du groupe de travail dans la rédaction de ces textes.

Merci à **Thierry Leonardi**, consultant en responsabilité
sociétale pour les industries culturelles, qui a animé un atelier
sur la responsabilité RSE auprès des adhérentes de BLA!.

Enfin, merci à **Natacha Provensal**, ancienne Cheffe du pôle
des labels et réseaux de diffusion de l'art contemporain
à la Direction générale de la création artistique du ministère
de la Culture, ainsi qu'à **Isabelle Delamont** (Cheffe du
département du soutien à la création et à la diffusion)
et **Justin Vancappel** (chargé de mission labels et suivi de
l'activité des lieux de diffusion de l'art contemporain), pour leur
attention particulière et leur soutien précieux dans cette action.

OURS

BLA! Association nationale des professionnel·le·s
de la médiation en art contemporain
48 avenue du Sergent-Maginot
35000 Rennes

www.blamediation.fr
professionnelsmediation@gmail.com

Coordination éditoriale: Lucine Charon
puis Marie Dernoncourt

Conception graphique: Urgence graphique
(Antoine Mozziconacci et Jimmy Robert-Teyssier)

Papier: Munken Print White 115 grammes

Caractères typographiques: BBB Baskervvol de Bye Bye Binary

Imprimeur: Quintal Atelier

Parution: décembre 2025

Cette brochure a reçu le soutien
de la Direction générale de la création
artistique du ministère de la Culture.



association nationale des professionnel·le·s
de la médiation en art contemporain